



**DOCUMENT DE CONSULTATION**

**TOURNÉE THÉMATIQUE – ÉTÉ 2010**

**28<sup>e</sup> CONGRÈS-JEUNES**

**CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY – SAINT-AUGUSTIN-DE-DESMAURES**

**COMMISSION-JEUNESSE DU PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC**

## MOT DU PRÉSIDENT

Démocratie renouvelée, génération engagée : voilà en quatre mots ce que les jeunes libéraux entendent faire cet été. En effet, c'est non seulement à la façon de faire de la politique que les jeunes libéraux souhaitent s'attarder à l'occasion de leur 28<sup>e</sup> Congrès-Jeunes, mais c'est également aux fondements du système démocratique dans lequel nous évoluons aujourd'hui. Fidèles à notre habitude, nous n'éviterons aucun tabou et n'hésiterons pas à proposer des changements qui ne manqueront pas, j'en suis certain, de marquer profondément le monde politique québécois.

À ce sujet, plusieurs caractéristiques du monde politique d'aujourd'hui marquent le militantisme en 2010 ou la façon qu'ont les militants de le pratiquer. Pour ma part, j'aimerais attirer l'attention du lecteur sur une de ces caractéristiques en particulier : le cynisme.

Rarement a-t-on vu ce fléau s'infiltrer aussi insidieusement au sein de notre population. Et force est de constater que cela ne la sert pas : comment motiver, voire même seulement intéresser les citoyens à la chose publique quand ceux-là même qui doivent en faire la promotion ne sont plus écoutés? En ce sens, comment assurer une relève à même de poursuivre des objectifs de développement collectif alors que les outils pour y arriver sont répugnés?

La jeunesse d'aujourd'hui apprend la politique à l'ère du cynisme socialement accepté et encouragé. Et pourtant : je demeure convaincu qu'il est possible aujourd'hui de faire preuve de don de soi et de faire face au mépris, au dégoût et au cynisme de la population à l'égard des politiciens pour montrer qu'il est possible de faire de la politique dans le respect de nous-mêmes, de nos valeurs et de nos institutions.

Les jeunes doivent le faire : c'est à eux seuls que revient la tâche d'insuffler au monde politique un goût pour le changement dans nos façons de faire; un goût pour le changement dans le rapport qu'entretiennent les citoyens avec leurs institutions démocratiques.

Le cynisme, en 2010, est le pire ennemi de la démocratie et, de fait, le pire ennemi du militant. Je crois que seuls les jeunes peuvent s'y attaquer avec crédibilité aujourd'hui.

C'est donc à notre tour d'en parler. C'est surtout notre rôle et notre devoir comme citoyens engagés. C'est avec fierté que je vous présente notre cahier de consultation pour la tournée thématique 2010. Les questions ci-bas orienteront les discussions que les jeunes libéraux du Québec tiendront tout au long de l'été. Beaucoup d'idées et de débats nous attendent certainement; beaucoup de changements en émergeront sans doute. À la Commission-Jeunesse du PLQ, voilà d'ailleurs notre rôle... et notre passion!



Julien Gagnon

Président, Commission-Jeunesse du PLQ

## C'EST À NOTRE TOUR D'EN PARLER

**Nous sommes jeunes, et nous avons une vision des choses bien à nous.** C'est ce qui explique entre autres que nous entretenons le désir de faire de la politique autrement, conformément à des valeurs d'ouverture, d'engagement, d'efficacité et de progrès qui nous tiennent particulièrement à cœur. Notre génération n'a connu au cours de sa vie qu'un monde où les citoyens sont continuellement interpellés par la sphère politique, bombardés d'informations fusant de toutes parts, d'opinions voyageant à la vitesse de l'éclair grâce aux moyens modernes de télécommunications. Cette réalité génère un questionnement par rapport à la place et au rôle du citoyen dans l'évolution quotidienne des instances démocratiques dont nous nous sommes dotés au fil du temps. Ce contexte a évincé toute possibilité que nous nous contentions de demeurer indifférents face à l'actuel questionnement relatif à la tangente que prend notre environnement politique.

**Nous sommes jeunes et nous voulons d'une démocratie qui le soit également.** La démocratie québécoise a été définie il y a des décennies, et nous souhaitons aujourd'hui refaçonner à notre image. Cette attitude est d'autant plus pertinente que les fondateurs du système Et si nous souhaitons redéfinir les institutions qui garantissent la participation et la représentation de chaque Québécois, c'est précisément parce que conscients des bouleversements démographiques qui marquent le 21<sup>ème</sup> siècle, nous voulons que, motivée, notre génération prenne sa place dans cette démocratie. Nous ne pouvons et ne voulons laisser les deux forces du nombre et du désintérêt menant à l'abandon du monde politique éclipser notre voix du débat public. Parce que nous avons trop à dire, et trop à léguer aux générations qui nous suivront.



**Nous sommes jeunes et nous revendiquons le droit de dessiner notre avenir.** Voilà qui introduit sans équivoque le ton que nous donnerons à la réflexion qui animera notre été. En abordant de front la question de la démocratie, la Commission-Jeunesse fait le choix de l'engagement, et refuse de céder à la facilité et de sombrer dans le cynisme. En nous penchant sur les pouvoirs législatif, exécutif, judiciaire, médiatique et sur le rôle central du citoyen dans le paysage politique québécois, nous avons décidé d'unir nos énergies, notre enthousiasme, nos idées et nos valeurs au service du Québec.

« Aujourd'hui, nous, **les jeunes**,

prenons la parole pour redessiner la

démocratie québécoise. »

## RENOUVELER LE PROCESSUS LÉGISLATIF

Aborder la question du cynisme envers le monde politique mène invariablement à un questionnement vis-à-vis les modes d'exercice de la démocratie. La tradition du parlementarisme britannique, pierre angulaire de notre paysage institutionnel, nous a forgé un héritage qui est de plus en plus questionné.

Dans un premier temps, nombre d'États se sont déjà penchés sur la nécessité de revoir leurs **processus électoraux**, qui constituent le fondement des systèmes démocratiques en permettant à la population de choisir ses représentants. Dans un climat favorisant l'émergence d'un cynisme croissant envers la sphère politique, il devient impératif de veiller à ce que la société civile se reconnaisse dans l'exercice démocratique. Il est nécessaire qu'elle ne s'en désintéresse pas au profit d'autres modes d'expression tournés davantage vers le clientélisme, qui malgré leurs forces respectives, ne permettent pas une prise en compte globale des réalités touchant toute une société.

- ❑ *Comment améliorer la représentativité du mode de scrutin pour rapprocher le citoyen de la prise de décision par l'État ?*
- ❑ *Comment revaloriser le rôle du député dans le cadre des travaux parlementaires ?*
- ❑ *Pensez-vous qu'un ministre doit également avoir la responsabilité d'une circonscription ?*

- ❑ *La formule actuelle de la période de questions vous semble-t-elle appropriée ?*
- ❑ *Doit-on promouvoir l'utilisation du vote libre en chambre ?*

Finalement, le **déroulement des débats à l'Assemblée nationale** constitue un pôle de l'expérience démocratique qui est indissociable de la perception qu'entretient la population face au monde politique. En ce sens, l'émergence de discours partisans sacrifiant le respect mutuel au profit du sensationnel joue invariablement un rôle dans la propagation d'un désintérêt malheureusement contagieux pour la chose publique. Les jeunes aspirent à ce que l'Assemblée nationale soit le théâtre de débats constructifs, où règne l'intérêt supérieur de la population.

## RENOUVELER LE POUVOIR EXÉCUTIF

La gestion des fonds publics de même que le mode de prise de décisions par les dirigeants politiques et les différents ministères sont des questions qui occupent un espace non-négligeable dans le débat public. Il en va de même de l'éthique des élus — peu importe le rôle qu'ils sont appelés à jouer en démocratie— et de leur **imputabilité** vis-à-vis de ceux dont est issue leur légitimité.

Dans un autre ordre d'idées, la charge de travail imputée aux élus est souvent fort importante, et le **cumul de fonctions** vient consolider cette réalité. Afin de maximiser le rendement des élus quant à leurs devoirs de représentation locale et de gestion de certains secteurs bien précis de l'appareil étatique, une nouvelle division des tâches peut être abordée.

- ❑ *Comment renforcer la transparence et l'accès à l'information au sein des différents ministères ?*
- ❑ *Pensez-vous que l'encadrement des groupes de pression sur les titulaires de charges publiques devrait être modifié ?*
- ❑ *Devrait-on augmenter le niveau d'imputabilité des entités gouvernementales (ministères et sociétés d'État) en ce qui a trait à leur utilisation des fonds publics ?*

## RENOUVELER LE SYSTÈME JUDICIAIRE

Le système judiciaire est une des branches du système démocratique qui a un impact ponctuel, quoique déterminant, sur la vie des Québécois. Le **sentiment de justice** que ressentent les citoyens face à la prise de décision rendue par les tribunaux influence également leur niveau de confiance envers l'administration publique.

- ❑ *Comment maximiser l'efficacité du système de justice et réduire les délais relatifs au recours aux tribunaux ?*
- ❑ *Comment favoriser l'accès à la justice, notamment pour la classe moyenne ?*
- ❑ *Comment gérer la disparité dans les moyens financiers des différentes parties pouvant être opposées dans des litiges ?*
- ❑ *Quelle place doit-on faire aux processus de médiation et aux modes alternatifs de résolution de conflits ?*

Le degré d'**accessibilité à la justice** est l'un des déterminants cruciaux au concept d'égalité des chances, concept au cœur de l'idéal démocratique. L'examen des institutions québécoises ne peut donc s'inscrire en marge d'une réflexion à cet égard. Il devient dès lors légitime d'évaluer la pertinence d'adopter de nouveaux modes alternatifs de résolution de conflits permettant de désengorger le système de justice et d'en améliorer l'efficacité, ce qui permettrait à un plus grand nombre d'individus de recourir à une entité capable de les aiguiller dans la reconnaissance et le respect de leurs droits.

## RENOUVELER LES RELATIONS AVEC LE MONDE MÉDIATIQUE

La liberté d'expression est au cœur de notre philosophie, c'est pourquoi elle ne doit jamais être compromise ou sacrifiée dans le cadre de notre réflexion. Il s'agit là d'une valeur qui forge l'identité libérale, et qu'on ne saurait évacuer du débat que nous menons sur la démocratie, puisqu'elle contribue à l'éclosion de points de vue diversifiés au sein de notre société. Elle est dès lors un véhicule de progrès et de santé institutionnelle pour le Québec.

- ❑ *Le gouvernement devrait-il chercher à assurer la survie des médias traditionnels et leur diversité ?*
- ❑ *Comment assurer le respect du mandat d'information des médias dans un contexte où ils sont soumis à des impératifs de rentabilité ?*

L'accès à une information neutre et complète permet la participation éclairée et active du citoyen dans la sphère publique. Les médias sont en ce sens primordiaux afin d'assurer la santé de tout système démocratique puisqu'ils sont les yeux et les oreilles de la population. En ce sens, ils lui permettent de s'assurer que ses représentants font un juste exercice du pouvoir qui leur a été confié. La population met sa confiance en ses journalistes qui, en retour, se doivent de préserver une intégrité journalistique impeccable en effectuant ce travail de surveillance.

En 2010, la vitesse avec laquelle circulent les flux d'actualité entraîne également une concurrence accrue entre ses différents diffuseurs. L'accélération de cette « course à la nouvelle » menace de favoriser tantôt la quantité face à la qualité, tantôt le sensationnel au prix du factuel. Leur modèle d'affaire étant de moins en

moins compatible avec l'évolution du contexte dans lequel circule l'information, plusieurs acteurs n'ont d'autre option que de faire des choix de couverture de l'espace public qui ne sont pas étrangers à l'escalade du marasme populaire face au politique; qu'il s'agisse d'une perte de vitesse du journalisme indépendant, d'une uniformisation des angles de couverture et des opinions véhiculées, d'une rationalisation des effectifs...

L'information juste et de qualité est une clé de la démocratie depuis ses balbutiements. Or, malgré qu'ils soient des opportunités inouïes pour les citoyens d'interagir avec ses dirigeants, les réseaux sociaux, les blogues, les vox-pop et les autres véhicules alternatifs de communication permettent d'amalgamer l'information et les opinions véhiculées dans l'univers médiatique. Ce phénomène mène à un affaiblissement de la frontière entre les faits et leur interprétation par divers intervenants. Chroniqueurs, éditorialistes, blogueurs et journalistes ne sont plus des protagonistes distincts, ce qui complexifie la recherche d'information neutre et fidèle à la réalité par le citoyen, et qui contribue à propager des perceptions négatives face à la

- ❑ *Devrait-on protéger le titre de journaliste ?*
- ❑ *Comment mieux définir les droits et responsabilités des acteurs médiatiques face au public ?*
- ❑ *Devrait-on s'assurer que les journalistes maintiennent un certain rapport de force face aux entreprises médiatiques? À ce qu'ils conservent une certaine indépendance ?*

sphère publique sans les fonder sur des faits tangibles. De plus, l'instantanéité avec laquelle est transmise l'information contribue à rendre de plus en plus hermétique le discours média du politique. Ce dernier durcit ses lignes de communication et miniaturise son discours en clip, motivé par la crainte que son message soit mal véhiculé et que la loupe journalistique ne permette pas de bien traduire ses idées.

Finalement, l'information de proximité permet à l'individu de se sentir impliqué dans son milieu, et lui assure un canal direct avec ses représentants locaux. Quant à elle, l'information provenant des quatre coins du monde permet quant à elle de diversifier les modèles présentés à la population, contribuant à l'engagement et au développement du sens critique, qui sont des caractéristiques que cherchent de plus en plus à développer notre génération, qui aspire souvent au statut de « citoyen du monde ». La quête de rentabilité orientant la sphère médiatique est cependant difficilement compatible avec ces deux pôles d'activités, qui nécessitent davantage de ressources en attirant un public plus restreint.

- ❑ *Comment favoriser la couverture médiatique régionale et locale afin de rapprocher le citoyen de son milieu ?*

## **RENOUVELER L'EXERCICE DU POUVOIR CITOYEN**

Toute réflexion sur l'avenir de la démocratie ne peut être conclue sans que ne soit considéré le citoyen lui-même, puisqu'il constitue le cœur et la finalité de notre système politique. C'est à son image que doivent être forgées les institutions démocratiques, qui doivent incidemment refléter ses valeurs et lui permettre

d'atteindre ses aspirations, tant collectives qu'individuelles. Il va sans dire qu'un tel équilibre ne peut être atteint que si le citoyen s'approprie le **processus démocratique** en y participant activement. Cette participation est cruciale à plusieurs égards, et si les **périodes électorales** nous permettent d'en saisir la faiblesse, il demeure que l'objectif global qui doit être atteint en démocratie dépasse largement le cadre de la seule mobilisation les jours de scrutin, bien qu'il s'agisse d'une question cruciale qui ne peut être occultée de notre réflexion.

- ❑ *Comment inciter les citoyens, en particulier les jeunes, à faire usage de leur droit de vote aux différents paliers de gouvernement ?*
- ❑ *Comment améliorer le pouvoir et le sentiment de pouvoir du citoyen sur ses instances ?*

Un autre pilier du système démocratique repose sur le **lien de confiance** établi au quotidien entre la population et ses représentants à l'Assemblée nationale. Il faut réinventer nos façons de faire, afin que la population investisse avec confiance la sphère publique, et considère le vecteur démocratique comme un véhicule de premier plan afin de porter sa voix, ses projets, et ses opinions. Puisqu'on leur confie un **mandat de représentation**, les élus doivent chaque jour incarner aux yeux de leurs commettants ce porte-voix, œuvrant à faire valoir en premier lieu leur intérêt. La relation de confiance scellée au moment de l'élection doit, pour que notre système soit couronné de succès, être maintenue tout au cours du mandat des députés. Une fois le choix de ses députés officialisé, **la constance et la solidité du lien entre les élus et ses commettants** détermine la place de ces derniers dans

nos institutions. En ce sens, le renforcement de la proximité entre les différents acteurs de la démocratie constitue un vecteur qui ne peut être négligé dans notre réflexion.

- ❑ *Pensez-vous que les députés devraient tenir des assemblées populaires de comté (town halls) sur une base régulière ?*
- ❑ *Quelle place doit-on faire aux procédures de consultation populaires dans notre démocratie ?*
- ❑ *Que pensez-vous des mesures adoptées par le gouvernement en matière de financement des partis politiques ?*

Finalement, notre société en est une où les décisions se prennent selon la volonté de la majorité tout en veillant à respecter les droits des minorités. Cependant, peu de mécanismes ont été mis en place afin de permettre le respect de ce principe sur un horizon temporel, afin d'atteindre une prise de décisions qui soit optimale en fonction des intérêts conjugués des différentes générations formant la société québécoise, certaines n'ayant pas la force du nombre face à d'autres.

- ❑ *Comment atteindre un meilleur équilibre entre le respect des droits des différentes générations ?*

## **S'ENGAGER AVEC LA COMMISSION- JEUNESSE**

L'avantage qui caractérise la CJ, c'est qu'au-delà de ces forces qui riment avec la jeunesse de ses membres, elle dispose du levier politique capable de l'aider à faire passer leurs projets d'avenir du stade d'intentions à celui de réalisations. Forte de ses 33% des voix dans toutes les instances du PLQ, elle est une actrice inévitable du paysage politique québécois, ce qui lui a permis de traduire à maintes reprises ses priorités en mesures gouvernementales faisant désormais partie du quotidien des Québécois. C'est ce qui lui permettra cette année de **renouveler la démocratie par l'engagement de la jeunesse.**

Toutefois, nous évoluons dans un univers où l'implication citoyenne hésite à se traduire par un vecteur politique associé au dogmatisme, inspirant souvent trop de cynisme, de suspicion. À cet égard, l'édition 2010 du Congrès-Jeunes sera la plus belle illustration de la pertinence de l'implication politique jeune pour orienter notre société, pour maîtriser notre avenir et décider le Québec, celui d'aujourd'hui comme celui de demain. Au cours de l'été, le dialogue franc et constructif mené par la CJ dans chaque région de la

province auprès des décideurs de demain, la génération des 16 à 25 ans, prouvera que la politique sert avant tout à traduire des valeurs en mesures porteuses d'un avenir à la hauteur de nos ambitions pour le Québec.

Dans un esprit de **Liberté** elle s'engage justement à promouvoir le progrès, à stimuler l'esprit d'innovation, à engager le dialogue, le choc des idées dans l'espace public en évitant l'intransigeance, l'étroitesse d'esprit qui sont les ennemis de la **Démocratie**. Parce que ce qui fait la force de cette notion de liberté pour elle, c'est qu'elle doit être accordée tant aux individus qu'à la collectivité; en ce sens, elle ne saurait être comprise en marge d'un idéal de **Justice sociale** et de **Respect de la société civile**. C'est d'ailleurs cette interaction entre ces valeurs, cette soif de compréhension globale qui la pousse à promouvoir un **Développement économique** guidé par un souci de pérennité quant à nos ressources, à nos écosystèmes. C'est aussi cette recherche d'équilibre qui a mené la Commission-Jeunesse à reconnaître la notion d'**Équité intergénérationnelle** comme un phare guidant ses pas, pour allier réalisations d'hier, constats d'aujourd'hui et progrès de demain.

Voilà l'esprit dans lequel la CJ se présente aux jeunes du Québec. Prête à mettre ses énergies au profit d'une **démocratie renouvelée**, grâce au concert d'une **génération engagée**.